

production nationale ont entraîné une importante baisse du revenu réel des particuliers et du niveau de vie dans toutes les républiques à l'exception d'une seule (Turkménistan)¹⁷ en 1992-1993.

Sur le plan de la sécurité régionale, l'indépendance et les réformes économiques ont surtout entraîné un appauvrissement de la population, source d'une forte insécurité et de frustrations chez les individus, ainsi que d'une criminalité explosive.¹⁸ L'apparition d'écart significatifs dans les revenus et le luxe affiché par une petite minorité alimentent les frustrations et le ressentiment populaires. L'incapacité des gouvernements à redresser véritablement l'économie ajoute à la remise en question de leur légitimité, tout comme le fait que, partout dans la région, les principaux bénéficiaires des nouvelles richesses sont souvent les hauts fonctionnaires ou leurs proches associés.

La détérioration des conditions de vie en milieu rural et la concentration de la richesse dans les zones urbaines, parallèlement, ont aggravé les tensions entre la ville et la campagne, et provoqué de fortes migrations. L'incapacité des économies urbaines en Asie centrale d'absorber des afflux de nouveaux migrants accroît à son tour le degré de frustration sociale et les conflits ethniques dans les villes. Autrement dit, la situation économique est en soi l'une des principales causes de l'instabilité politique qui menace la région.

observateur écrivait : « La Russie n'a eu d'autre solution que de prendre à sa charge leurs politiques financières et monétaires. » Islam, " Capitalism on the Silk Route? ", pp. 157-8. Conscients qu'ils ne pouvaient plus compter sur « le beurre et l'argent du beurre », tous les États de l'Asie centrale, excepté le Tadjikistan, quittèrent la zone.

¹⁷ Le Turkménistan a évité le pire grâce à d'importantes réserves de gaz naturel qu'il peut écouler dans les autres pays de l'ex-Union soviétique à des prix proches des cours mondiaux. En conséquence, le revenu réel des particuliers s'est plus ou moins stabilisé tandis que le revenu national et la production industrielle ont progressé en 1993.

¹⁸ Il est à noter que le processus de réforme économique, notamment la privatisation, se déroule d'une façon sporadique dans toute la région. On peut trouver plusieurs explications à la démarche suivie par les gouvernements. Une privatisation des industries non compétitives provoquerait une augmentation généralisée du chômage urbain et, du même coup, des tensions sociales et politiques. Si elle était réalisée pour de bon, elle nuirait aussi aux intérêts des puissantes élites de l'ex-Union soviétique dans l'appareil étatique. Celles-ci constituent un élément important de la base politique des régimes au pouvoir sauf, en partie, au Kirghizistan. Enfin, une exacerbation des tensions ethniques dans la région serait à craindre étant donné que, si les travailleurs et les dirigeants des entreprises sortaient gagnants de l'opération, une part disproportionnée des ressources pourrait être transférée à des populations européennes non indigènes.